

POUR LE JOUR D'APRES

Appel pour mettre les services publics au coeur du projet de société

Le 27 mai 2020, c'était l'anniversaire de la création du Conseil national de la résistance (CNR). Aux heures les plus sombres, la question a été posée d'un pays qui retrouve son indépendance et qui met en place des institutions nouvelles avec plus de justice sociale. Cela a conduit aux grandes conquêtes de la libération, la Sécurité Sociale, les nationalisations, les statuts et les grilles salariales pour le secteur privé.

Nous avons vécu, depuis le milieu des années 1980, le minage progressif de toutes les constructions mises en place à cette époque. Les grands services publics ont souvent été transformés en sociétés anonymes quand ils n'ont pas été complètement privatisés, avec une perte des droits des personnels et des citoyens.

La fonction publique elle-même a subi les ravages du néolibéralisme, avec la transposition des méthodes de management de l'entreprise privée. Les valeurs du service public se sont fragilisées progressivement. Les usagers-citoyens sont devenus des «clients». Une partie des hauts fonctionnaires a pour seul objectif de «*pantoufler*» dans les grandes entreprises mondialisées.

Avec le Covid, le constat est implacable. Le système de santé français considéré par l'OMS comme le meilleur du monde, s'est aujourd'hui lourdement affaibli malgré le dévouement de ses personnels. Le pays est « *en guerre* » nous a-t-on dit, mais sans les dispositifs d'anticipation, sans les moyens d'intervention, ...et le recours à des méthodes répressives : confinement des citoyens, suspension d'un inspecteur du travail intervenu pour exiger de l'entreprise les dispositifs de protection sanitaire, pression pour empêcher les laboratoires vétérinaires publics de pratiquer des tests...

Allons-nous en tirer les leçons ?

Les plans de restructurations de l'hôpital sont toujours valides, des suppressions d'emplois sont programmées dans tous les services publics d'État et territoriaux, le point d'indice dans la fonction publique est gelé... Des plans sociaux sont programmés dans les grandes entreprises.

Les programmes de privatisation sont toujours sur la table : Aéroport de Paris, barrages hydro-électriques, ONF, etc... Les grandes sociétés mondialisées (Sanofi, Gafam,...) continuent de diriger le monde facilitées par les accords de libre échange.

L'heure est à la rupture

La question se pose à toutes et tous de l'engagement des citoyens, des militants syndicaux, associatifs, politiques, des élus des communes et des collectivités, des parlementaires pour changer. On ne peut plus poursuivre cette logique ultralibérale qui conduit l'humanité à l'impasse avec la mise en concurrence des peuples et des territoires pour le moins-disant salarial, fiscal, social, avec l'épuisement des ressources de la planète, la pollution qui tue plus que le Covid, le réchauffement climatique...

Les activités essentielles à la vie (santé, logement, éducation, transports, énergie, communication ...) ne doivent pas être considérées comme des marchandises mais comme des biens communs avec des services publics, une gestion fondée sur l'intérêt général, des personnels dotés de garanties statutaires fortes garantissant leur indépendance à l'égard des pressions de tous ordre (économiques, politiques...) et des droits nouveaux pour les citoyens.

Les services publics doivent être ainsi remaillés sur les territoires en lien avec une relocalisation des activités stratégiques pour assurer l'égalité des droits.

La Sécurité Sociale doit retrouver sa place centrale dans notre système de protection sociale.

Si on est d'accord sur ces bases, on se rassemble, on s'engage pour mettre au centre du changement de nos sociétés, les services publics, vecteurs d'une société plus juste, plus solidaire, plus libre.